

Commissions

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **VENDREDI 26 AVRIL 2013**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **LUNDI 29 AVRIL 2013**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Ordre des travaux : lettre de M. Theo Francken concernant la création d'une sous-commission chargée de la réforme de la monarchie.

Projet de loi relatif aux sanctions administratives communales, n°s 2712/1 et 2.

Amendements de M. Somers et consorts, M. Tuybens et consorts, Mme Galant et consorts, Mme Slegers et consorts, M. Thiébaud et consorts, M. Jadot et consorts et M. Clerfayt et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Bart Somers) modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne l'instauration de sanctions administratives communales en cas d'absentéisme scolaire, n°s 1451/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Koenraad Degroote, Ben Weyts, Siegfried Bracke, Jan Van Esbroeck) modifiant la législation relative aux sanctions administratives communales en ce qui concerne les fonctionnaires compétents et l'âge minimum, n°s 1488/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Leen Dierick, Nahima Lanjri, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Asuwer) modifiant la nouvelle loi communale et la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en ce qui concerne les sanctions administratives communales, n°s 1688/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Ben Weyts, Koenraad Degroote) instaurant la possibilité d'infliger une interdiction de lieu à titre de sanction administrative communale, n°s 2131/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Charles Michel, David Clarinval, Luc Gustin) visant à modifier l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, relatif aux sanctions administratives, n°s 2210/1 et 2.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mme Bercy Slegers et Mme Daphné Dumery).

- La discussion des articles a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par M. Jadot et consorts et M. Clerfayt.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 7 mai 2013.

Questions européennes

COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S)

➤ **VENDREDI 26 AVRIL 2013**

Discussion du programme national de réforme et du programme de stabilité.

- Échange de vues avec le premier ministre, le vice-premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, le ministre du Budget et de la Simplification administrative et la ministre de l'emploi sur le programme national de réforme et le programme de stabilité de la Belgique 2013-2016.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. Georges Dallemagne

➤ **LUNDI 29, MARDI 30 AVRIL 2013, JEUDI 2 ET VENDREDI 3 MAI 2013**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Suivi législatif

COMITÉ PARLEMENTAIRE CHARGÉ DU SUIVI LÉGISLATIF

Présidents : M. Patrick Dewael et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ **LUNDI 29 AVRIL 2013**

Examen de propositions d'initiative législative (projets de texte rédigés par les services à la demande du Comité).

- Le comité a examiné les projets de texte.

- Rapporteurs : M. Stefaan Van Hecke et Mme Fauzaya Talahoui (S).

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Projet de loi portant des dispositions urgentes en matière de lutte contre la fraude, n° 2763/1. (art. 1 à 6).

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Dirk Van der Maelen, Georges Gilkinet, Carl Devlies et Mme Veerle Wouters.
- Des amendements ont été déposés par M. Van der Maelen et consorts, Mme Wouters et M. Vandeput.
- L'amendement n° 1 et les articles 1 à 6 ont été successivement adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 12 voix et 3 abstentions.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable, n°s 2756/1 et 2.

Amendements du gouvernement.

- Projet de loi portant une meilleure perception d'amendes pénales, n° 2757/1.
(Continuation) (Rapporteur : M. Luk Van Biesen).

- Le secrétaire d'Etat à la Régie des bâtiments et au Développement durable, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, a répondu aux questions de MM. Georges Gilkinet, Josy Arens et Carl Devlies et Mmes Meyrem Almaci et Veerle Wouters.
- Le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, a développé les amendements n°s 1 à 3 et répondu aux questions de MM. Josy Arens et Georges Gilkinet dans la discussion générale.
- La discussion des articles a été entamée. Sont intervenus : Mme Veerle Wouters et MM. Carl Devlies, Hagen Goyvaerts, Georges Gilkinet, Alain Mathot, Olivier Destrebecq, Luk Van Biesen, Jenne De Potter et Mme Meyrem Almaci.
- Des amendements (n°s 4 à 14) ont été déposés.

Prochaine réunion : mardi 7 mai 2013.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Ordre des travaux.

- La commission a fixé la liste des instances et des personnes qui seront auditionnées.

Proposition de loi (Carina Van Cauter, David Geerts, Christian Brotcorne, Jacqueline Galant, Yvan Mayeur, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 7 novembre 1969 relative à l'application de la sécurité sociale aux titulaires d'une licence de "coureur cycliste professionnel", n° 2263/1.

- Rapporteur : M. Vincent Sampaoli.
- Exposé introductif de Mme Carina Van Cauter.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. David Geerts, Siegfried Bracke, David Clarinval, Jef Van den Bergh et Yvan Mayeur et Mme Carina Van Cauter.
- Un amendement a été déposé par Mme Van Cauter et consorts.

- L'amendement et les articles inchangés ont été successivement adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement.
- L'ensemble de la proposition de loi, y compris des corrections techniques d'ordre légistique et linguistique, a été adopté par 11 voix et 2 abstentions.

La réforme de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

- Audition de M. Jocke Rombouts et de Mme Gisèle Marlière (Conseil supérieur national des Personnes handicapées)

- Échange de vues avec le secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

- Ont également pris la parole pendant la discussion : M. Stefaan Vercamer, Mmes Valérie De Bue, Miranda Van Eetvelde et Muriel Gerken et MM. Mathias De Clercq et Jean-Marc Delizée.

Prochaine réunion : mardi 7 mai 2013.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Proposition de loi (Christian Brotcorne) modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la réparation d'erreurs matérielles ou d'omissions dans les jugements ainsi qu'à l'interprétation des jugements, n°s 50/1 à 4. (Clôture et votes). (Rapporteur : Mme Özlem Özen).

Amendements de M. Brotcorne.

Avis du Conseil d'Etat.

Avis du Conseil supérieur de la Justice.

- La discussion a été clôturée.
- Un amendement a été déposé par Mme Dumery et consorts.
- Les amendements 1 à 7 ont été adoptés.
- Des corrections techniques d'ordre légistique ont été adoptées.
- Le président remarque que l'amendement n° 1 concerne une matière visée par l'article 77 de la Constitution. La commission applique dès lors l'article 72.2, 2ème alinéa, du Règlement. La disposition insérée par l'amendement fera l'objet d'un texte distinct qui sera examiné selon la procédure contenue dans l'article 77.
- En dérogation à l'article 82.1 du Règlement, la commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble.
- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée et corrigée, est adopté à l'unanimité.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, n° 2744/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a été entamée.
- Un amendement a été déposé par M. Schoofs.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 7 mai 2013.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Projet de loi portant des dispositions urgentes en matière de lutte contre la fraude, n° 2763/1 (art. 13-14).

- Rapporteur : Mme Katrin Jadin.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au premier ministre.
- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : MM. Joseph Georges et Karel Uyttersprot.
- Les articles 13 et 14, ainsi que l'ensemble des dispositions soumises à la commission, y compris quelques corrections techniques, a été adopté par 13 voix contre une et une abstention.

Proposition de résolution (Ann Vanheste) relative à la distribution des journaux et périodiques, n° 1710/1. (Continuation). (Rapporteur : Karine Lalieux)
Amendement de Mme Coudyser et consorts.

- Des amendements ont été déposés par Mme Vanheste et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Les amendements n°s 2 à 5, ainsi que la proposition de résolution, ont été adoptés à l'unanimité.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mercredi 8 mai 2013.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 30 AVRIL 2013**

Ordre des travaux.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Nathalie Muylle, Leen Dierick) modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n° 440/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

- L'examen de cette proposition de loi est reporté.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Nathalie Muylle, Leen Dierick, Nahima Lanjri) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la durée de la déchéance subsidiaire du droit de conduire, n° 1777/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

- L'examen de cette proposition de loi est reporté.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Hendrik Bogaert, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera, Nathalie Muylle) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en vue de classer comme infraction du deuxième degré les comportements en matière d'immatriculation permettant de se soustraire aux poursuites, n° 1792/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

- Un amendement à l'article 3 a été déposé par M. Van den Bergh et consorts.

- Cet amendement a été adopté à l'unanimité.

- Les trois articles, tels qu'amendés, ainsi que l'ensemble de la proposition de loi, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Sabien Lahaye-Battheu, Karin Temmerman) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne l'extension du champ d'application du retrait immédiat du permis de conduire, n° 2053/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

- L'examen de cette proposition de loi est reporté.

Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Karin Temmerman) modifiant, en vue d'instaurer les signaux d'indication "impasse débouchante", l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, n°s 2241/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteur : M. Ronny Balcaen).

- Des amendements ont été déposés par Mme Lahaye-Battheu et consorts.

- Les amendements n°s 4, 5, 6, 7 et 8 ont été adoptés.

- Les cinq articles, tels amendés, ainsi que l'ensemble de la proposition de loi, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 7 mai 2013.